

Initiatives ministérielles

tion sur la privatisation et qu'il n'avait même pas été question de Petro-Canada.

M. McDermid: Elle a été invitée, et je peux vous la nommer.

M. Harvey (Edmonton-Est): Comment, elle? Son nom est Norm.

Qu'importe, revenons à la question qui nous intéresse et qui est la deuxième lecture du projet de loi concernant la privatisation de Petro-Canada.

Pour la première fois en plus de dix ans, les Canadiens sont aux prises avec une crise des cours du pétrole. Je dois faire remarquer qu'il y a six ans à peu près, les Albertains ont connu une crise, mais elle était d'un autre ordre. Il s'agissait d'un effondrement des prix qui, en fait, a fait perdre aux Albertains de 25 000 à 40 000 emplois. Comme cette crise était différente, c'est-à-dire qu'elle était attribuable à une chute des prix, le reste du pays n'en a pas trop souffert.

À l'heure actuelle, nous assistons à ce qu'il est convenu d'appeler une véritable flambée des prix du pétrole. Les prix grimpent rapidement et dépassent le seuil de 60 cents le litre pratiquement partout. Et ils devraient continuer de grimper, si l'on en croit les observateurs. Beaucoup de Canadiens craignent, non sans raison, que des multinationales de l'énergie sans scrupules profiteront de la situation pour faire des bénéfices mirobolants aux dépens des consommateurs canadiens.

De plus, tout le monde sait maintenant que notre propre Comité permanent de l'environnement est sur le point de déposer un rapport dans lequel il recommande de réduire de 20 p. 100 les émissions de CO₂ par rapport à leur niveau de 1988 et ce, d'ici l'an 2005.

Personne, à ma connaissance, ne croit qu'un tel objectif pourra être atteint grâce au seul jeu des marchés. Presque toutes les personnes saines d'esprit sont d'avis que le concours du gouvernement est indispensable à la réalisation de cet objectif d'importance capitale.

Que fait le gouvernement face à ces deux éléments importants de la société canadienne?

Eh bien, le gouvernement conservateur a décidé de privatiser Petro-Canada. Il va la vendre à perte par-dessus le marché, sans compter qu'il contribue ainsi à accroître la mainmise d'intérêts étrangers sur le secteur de l'énergie au Canada.

M. McDermid: Erreur!

M. Harvey (Edmonton-Est): Au lieu de préserver une entreprise canadienne capable de garantir aux Canadiens un traitement équitable sur le marché de l'énergie, le gouvernement donne une de nos dernières grandes pétrolières canadiennes en pâture à la poignée de gens d'affaires riches et puissants qui contrôlent le reste du pays.

Qui plus est, il va se défaire de ce qui constitue peut-être l'un de nos meilleurs moyens d'action dans le domaine de l'environnement pour faire en sorte que le Canada cesse de figurer parmi les pays qui gaspillent le plus d'énergie et qu'il envisage son avenir énergétique en tenant davantage compte de l'environnement.

Tel est le défi des années 90, monsieur le Président.

Pourquoi les Canadiens devraient-ils s'élever contre la privatisation du Canada? Qu'est-ce que cela peut leur faire?

Eh bien, voici. Durant la crise du pétrole de 1973, les néo-démocrates ont soutenu énergiquement que le Canada avait besoin d'une société nationale des pétroles qui servirait les intérêts des Canadiens. Nous avons pris l'image suivante: à défaut de service d'autobus (c'est-à-dire de compagnie de services publics approvisionnant les Canadiens en essence) et compte tenu du fait que les taxis coûtaient trop cher (autrement dit, cela finit par coûter très cher de compter sur des compagnies contrôlées presque entièrement par des étrangers pour subvenir à nos besoins), il nous fallait acheter une voiture, c'est-à-dire notre propre pétrolière.

Face à l'inquiétude généralisée pour la sécurité énergétique qu'avait suscitée la crise au pétrole du Moyen-Orient, au début des années 70, les libéraux avaient bien été obligés d'accepter l'idée. Le pays s'est donc procuré sa voiture: Petro-Canada. Malheureusement, cédant à des sentiments nationalistes, les libéraux l'ont chromée et parée de décorations coûteuses.

Or, ce qui était tragique avec les libéraux, c'est qu'ils ont rarement pu trouver le courage de prendre la route avec cette voiture neuve et, quand ils l'ont fait, ils ne savaient manifestement pas où aller.

Puis vinrent les conservateurs de Mulroney, qui pratiquent aveuglément la religion de la libre entreprise, quoi qu'il puisse en coûter à l'intérêt public. Ils s'en sont pitoyablement et presque entièrement remis à la bonne volonté magique d'énormes et puissantes pétrolières américaines, dont la plupart ont la réputation bien fondée d'escroquer les Canadiens.

Les conservateurs ont toujours haï la société Petro-Canada et leur politique revient à l'heure actuelle à ouvrir